



PRÉFECTURE DE L' AISNE

ARRETE

**portant approbation des cartes de bruit
des infrastructures de transport terrestre
relevant du réseau routier national concédé,
du réseau routier national non concédé,
et du réseau ferroviaire
dans le département de l'Aisne**

LE PREFET DE L' AISNE

Vu la Directive 2002/49/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 572-1 à L 572-11 et R 572-1 à R 572-11, transposant cette directive, et ses articles L. 571-10 et R. 571-32 à R. 571-43, relatifs au classement des infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

Vu la circulaire du 7 juin 2007 relative à l'élaboration des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

Considérant que des infrastructures du réseau routier national concédé et non concédé relèvent, dans l'Aisne, du I de l'article L 572-9 du code de l'environnement (infrastructure routière dont le trafic annuel dépasse 6 millions de véhicules par an) ;

Considérant que la mise en service récente de la LGV-Est ne permet pas de disposer de données pertinentes, et qu'aucune autre infrastructure ferroviaire ne relève, dans l'Aisne, du I de l'article L. 572-9 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de l'Aisne;

A R R E T E

ARTICLE 1

Les infrastructures concernées par le présent arrêté sont définies ci-après :

- **pour le réseau routier national concédé**, l'autoroute A4 pour la totalité de la section présente dans le département de l'Aisne, l'autoroute A26 pour la totalité de la section présente dans le département de l'Aisne, et l'autoroute A29 pour la totalité de la section présente dans le département de l'Aisne
- **pour le réseau routier national non concédé**, la route nationale 2 pour ses sections allant du PR 0+40 au PR 2+969 et du PR 8+131 au PR 31+1271.
- **pour le réseau ferroviaire**, néant.

ARTICLE 2

Les cartes de bruit relatives aux infrastructures du réseau routier national concédé et non concédé sur le territoire du département de l'Aisne sont approuvées.

ARTICLE 3

Les cartes de bruit comportent :

- les représentations graphiques listées ci-après :
 - une carte au 1/25000 des zones exposées au bruit selon l'indicateur Lden, à l'aide de courbes isophones allant de 55 dB(A) à 75 dB(A) et plus, par pas de 5 dB(A) ;
 - une carte au 1/25000 des zones exposées au bruit selon l'indicateur Ln, à l'aide de courbes isophones allant de 50 dB(A) à 70 dB(A) et plus, par pas de 5 dB(A) ;
 - une carte au 1/25000 des secteurs affectés par le bruit arrêtés en application de l'article L571-10 du code de l'environnement ;
 - une carte au 1/25000 des zones où l'indicateur Lden dépasse 68 dB(A) ;
 - une carte au 1/25000 des zones où l'indicateur Ln dépasse 62 dB(A) ;
- des tableaux de données fournissant une estimation des populations, des surfaces et des établissements d'enseignement et de santé exposés au bruit dans ces zones ;
- un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour leur élaboration,

ARTICLE 4

Ces cartes sont mises en ligne sur les sites Internet de la Préfecture de l'Aisne et de la Direction Départementale de l'Équipement de l'Aisne.

ARTICLE 5

Les cartes de bruit mentionnées dans le présent arrêté sont transmises aux gestionnaires d'infrastructures concernés pour la définition des mesures de réduction du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement correspondant. Elles sont de plus transmises pour information aux directions d'administrations centrales concernées du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire ;

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;

ARTICLE 8

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aisne et le Directeur Départemental de l'Équipement de l'Aisne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

29 MAI 2009


